



Maison de l'Europe de Paris

Conclusions générales
Compte-rendu des débats de la journée d'étude

Les Balkans dispersés
Statuts, projets, mémoires, liens sociaux

organisée le lundi 16 octobre 2006
à la Maison de l'Europe de Paris

Sous le haut patronage de Mme Catherine Colonna, Ministre déléguée aux Affaires européennes, et de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe

En partenariat avec
le Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po)
la revue *Transeuropéennes*
Courrier des Balkans

dans le cadre du programme « Culture et Politique »
soutenu par la Ville de Paris, la Commission européenne « citoyenneté »,
la Région Ile-de-France,

Colloque réalisé avec l'appui de la Commission européenne-Représentation en France et du Ministère français des Affaires européennes

Conclusions générales

Densité des contributions, profondeur des analyses, esprit collégial et d'écoute mutuelle ont été les marques de la journée d'études « les Balkans dispersés ». Elle a réuni une vingtaine d'intervenants des pays issus de l'ancienne Yougoslavie, du Conseil de l'Europe et des institutions de l'Union européenne, de France, et environ 150 participants (ONG, syndicats, pouvoirs publics, collectivités locales, étudiants et chercheurs, institutions internationales). Les langues de travail étaient le français et l'anglais (traduction simultanée).

De cette longue journée de débats extrêmement riche se sont dégagés des constats contrastés sur la région. Il existe tout d'abord un décalage important entre les avancées des processus démocratiques au niveau des Etats et l'évolution des sociétés encore enserrées dans des structures autoritaires et dans des logiques d'appartenance ethnique. La stabilisation des processus de construction étatique reste difficile, fragilisé encore par le manque de cohérence au sein des gouvernements et le déficit de gouvernance. Toute nouvelle indépendance dans la région peut déclencher des répercussions en chaîne, de nouvelles surenchères, réactiver des revendications identitaires. Tout pourrissement de situation (différer trop longtemps la décision sur le statut du Kosovo, par exemple) est également risqué.

Ainsi, communauté internationale, institutions européennes et gouvernements de la région avancent-ils sur une ligne de crête. Cependant, il n'est plus l'heure de maintenir la région sous protectorat ou de décider à huis clos des formes de gouvernance que doit choisir un pays comme la BiH, par exemple. L'échec récent du projet de nouvelle constitution proposé par la communauté internationale à ce pays tient en partie aux réalités politiques internes et externes, mais aussi à la méthode que cette dernière a utilisée, à savoir une négociation en cercle fermé avec les partis politiques, sans la société civile ni le Parlement. De telles pratiques exposent le pays concerné à un rejet des solutions proposées, à une surenchère politique des plus radicaux.

Malgré la démocratisation des structures politiques et de gouvernance, les sociétés de la région ne parviennent pas à s'épanouir dans le pluralisme et elles semblent ne pas être en paix avec la nouvelle réalité. Sur un autre plan, symptomatique, l'intégration locale des personnes réfugiées et déplacées qui retournent là où elles vivaient avant la guerre est décrite comme compliquée, voire « tabou ». Au-delà de la question des rentrants, il faut souligner la permanence des logiques de séparation dans la vie quotidienne, à l'école, en la ville, etc.

Les mémoires, elles aussi, restent divisées. Nous sommes loin d'une construction commune de la mémoire collective, sur laquelle pourraient se fonder des liens transfrontaliers ou intercommunautaires nouveaux, plus sereins. Le dépassement des amnésies ou des interprétations univoques du passé demandent du temps, même si le jugement des responsables de crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ne peut être différé.

Le travail des artistes, des intellectuels, des militant(e)s est en la matière extrêmement substantiel. Il est à la fois une force de résistance aux amnésies organisées et une force de proposition pour dérouler une mémoire commune, comme l'ont rappelé plusieurs participants. Il est aussi une interpellation de l'Europe appelée à inscrire dans son histoire les Balkans, et à inclure dans l'histoire des guerres européennes les guerres de partition récentes de la Yougoslavie.

Qu'il s'agisse de processus de démocratisation, de démarche constitutionnelle, de mise au travail de la mémoire, de développement des nouveaux liens sociaux, de processus de développement économique, force est de constater que les processus d'appropriation manquent.

Cela tient à la faiblesse des interactions entre les gouvernements et les sociétés civiles, les Parlements, les collectivités locales, et à un déficit assez général de gouvernance.

Cela tient aussi aux rythmes contradictoires qu'il faut imprimer aux changements, tantôt rapides, pour créer l'irréversible ou sortir du pourrissement d'une situation, tantôt lents, pour créer les conditions d'une appropriation, construire l'avenir au moyen d'un travail patient d'éducation. Et il est à cet égard important de réfléchir à la manière dont les acteurs régionaux, locaux ou internationaux instrumentalisent et/ou monnaient ce facteur temps.

La journée a en outre montré à quel point les relations sociales, transfrontalières et intercommunautaires étaient étroitement dépendantes des frontières, de leurs réalités et de leurs représentations. A cet égard, la question de la conséquence des élargissements successifs de l'UE, notamment avec l'entrée de la Slovaquie, de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'UE, doit être posée très précisément. Quel sera l'impact des politiques des frontières actuelles sur les liens transfrontaliers et sur la représentation que les habitants des pays non membres, isolés au cœur de l'Europe, auront des autres et des marges ?

Bien d'autres questions restent ouvertes, qui engagent les institutions européennes tout comme chacun des pays membres de l'UE et les pays de la région. Comment créer de l'horizontalité dans des pays qui restent marqués par l'organisation verticale du pouvoir et par des traditions patriarcales tenaces ? Comment inscrire la société civile tout comme les élus des parlements nationaux dans l'horizon de la gouvernance et du projet politique ? Comment mieux faire le lien entre les artistes, les intellectuels et la sphère publique ? Comment construire du stable sur de l'instable, la stabilité des relations intercommunautaires sur l'instabilité des statuts, des configurations, des populations, etc ?

Que faire pour améliorer la situation dans les Balkans ? Le rôle de la communauté internationale et de l'Union européenne est très important, mais il n'est pas suffisant. Les Etats membres doivent s'impliquer, et avec eux les collectivités locales, les acteurs de la société civile, les citoyens.

La responsabilité incombe aussi aux décideurs et acteurs dans la région, pour qui l'éducation et la formation doivent revêtir un caractère prioritaire.

Il y a surtout nécessité pour l'Europe de clarifier ses objectifs à l'égard de pays qui sont à terme susceptibles d'entrer dans l'Union européenne, comme la conférence de Thessalonique de 2003 le stipulait. Si l'Union européenne est, comme l'affirmait Tim Cartwright, la seule politique véritablement partagée dans la région, alors celle-ci doit impérativement clarifier rapidement ses objectifs. Il est urgent d'éviter les atermoiements.

Ghislaine Glasson Deschaumes

COMPTE-RENDU DES DEBATS

En introduction

Catherine Lalumière, Présidente de la Maison de l'Europe de Paris, a tenu à saluer et à remercier tous les intervenants venus de loin pour participer à cette journée. Elle a remercié spécialement les personnalités qui ont accepté d'accorder leur haut patronage à ce colloque, Mme Catherine Colonna et M. Terry Davis ainsi que les partenaires de la Maison de l'Europe dans l'organisation de cette journée : le CERI et Jacques Rupnik, *Transeuropéennes*, *Courrier des Balkans*. Elle a remercié aussi pour leur participation matérielle la Commission européenne et son représentant en France Yves Gazzo, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France. Enfin ses remerciements sont allés à l'équipe du programme « Culture et Politique » de la Maison de l'Europe.

Jean-Louis Laurens, directeur général des Affaires politiques du Conseil de l'Europe, a salué l'assistance de la part du Secrétaire général du Conseil de l'Europe Terry Davis, qui a souhaité le plein succès à ce colloque. Se référant au titre de la journée, « Les Balkans dispersés », Jean-Louis Laurens a assumé le paradoxe consistant à parler des « Balkans retrouvés » : les pays des Balkans se *retrouvent* au Conseil de l'Europe; tous (à l'exception, temporaire, du Monténégro après la division de la Serbie-Monténégro) en sont membres. Certes leurs perspectives d'intégration sont différentes ; mais tous *sont déjà en Europe*, dans une forme de coopération européenne – peut-être la plus importante : celle qui porte sur les valeurs, les normes, les institutions, le projet politique. Cette coopération est le garant de la future intégration de ces pays dans l'Union. Le rôle essentiel de la Convention européenne des droits de l'homme a été souligné à cet égard. C'est à travers elle que l'on influence le développement institutionnel, politique et éthique de ces pays et les comportements des dirigeants. Jean-Louis Laurens a insisté sur l'idée de *partenariat* : c'est par l'intégration et la coopération que l'Europe veut influencer et faire progresser ces pays.

Yves Gazzo, le Chef de la représentation en France de la Commission européenne, a rappelé que l'Union européenne est le premier fournisseur d'aide à la région des Balkans occidentaux et le plus grand fournisseur d'assistance à la reconstruction, et qu'elle est, ainsi que le Président Barroso la rappelé en février 2006, un partenaire « pour consolider la paix et améliorer les conditions de vie de la population », pour « aider à développer [leurs] démocraties et à réformer [leurs] économies.

Il a recensé les différents instruments mis à la disposition des pays des Balkans. Depuis 1999 a été développé un processus de stabilisation et d'association, complété par des partenariats bilatéraux avec les pays de la région, prolongé pour la Croatie et la Macédoine par des Accords de Stabilité et d'Association (ASA). Dès novembre 2004, des accords-cadres entre la Commission européenne et les États balkaniques ont été signés, afin d'établir les conditions générales d'application et d'entrée de ces pays dans l'Union.

Il y a trois domaines d'intervention prioritaires : économique, militaire et institutionnel. Au niveau économique, des programmes visent à faciliter la reconstruction économique et la transition vers des économies de marché, et à accompagner des réformes politiques essentielles. Le programme CARDS (Assistance communautaire pour la reconstruction, le développement et la stabilisation) doit renforcer l'économie de marché. L'action financière de l'Union européenne est donc extrêmement importante. Elle est complétée par des préférences commerciales aux produits originaires des Balkans occidentaux.

Dans le domaine de la présence militaire, l'UE a pris la relève en décembre 2003 de l'opération militaire CONCORDIA menée en Macédoine par l'OTAN. Elle travaille notamment dans ce pays à la mise sur pied d'une force de police opérationnelle répondant aux normes européennes. En Bosnie-Herzégovine, l'UE a pris la relève de l'OTAN avec l'opération « Althéa » à partir de décembre 2004 et la force de stabilisation EUFOR, qui a succédé à l'ASFOR.

Dans le domaine du renforcement démocratique, l'UE cherche à renforcer le dialogue politique avec les Etats de la région. Avec le programme CARDS, elle se concentre sur la stabilisation démocratique (respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit) . Depuis oct. des actions de jumelage institutionnel sont organisées dans ce cadre, pour renforcer les institutions. Elle projette également de créer un Institut d'enseignement supérieur consacré à l'administration publique, une sorte d'ENA qui permettrait de former des cadres supérieurs de la fonction publique aux normes européennes.

Enfin, dans le cadre de la coopération régionale, le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est a été lancé en juin 1999. Fondée sur des accords de bon voisinage entre les Etats de l'Europe du Sud-Est, son objectif est de consolider la paix et la stabilité dans la zone.

Il a rappelé enfin la position de la Commission européenne et du Conseil européen de Feira en juin 2000, qui reconnaît que les pays des Balkans occidentaux sont des candidats potentiels à l'adhésion à l'UE mais que cette perspective exige le respect des critères de Copenhague.

Jacques Rupnik, Directeur de recherches au CERI, professeur à l'IEP de Paris, souligné l'actualité de ce colloque organisé à un moment où un doute s'installe dans l'Union européenne au sujet de l'élargissement, et dans les pays des Balkans eux-mêmes au sujet de l'intégration, qui pourrait compromettre les solutions de toute une série de contentieux dans la région. Il a rappelé l'exemplarité du travail de *Transeuropéennes*, de ses universités d'été pour les étudiants des Balkans, de ses ateliers de recherche et de formation : la question qui se posait alors était de savoir comment faire pour que les jeunes générations et les élites de ces pays aient une autre perspective que la destruction.

Ghislaine Glasson Deschaumes a rappelé enfin la volonté qui a présidé à l'organisation de ce colloque : partir de là où nous sommes, la France, où l'on est convaincu depuis quelques années que les problèmes sont résolus dans les Balkans. Les initiatives de coopération sont sporadiques, les liens avec les ONG et les institutions de la région se sont distendus; le mouvement vers les artistes, les intellectuels, les collectivités locales et les régions des Balkans pourtant désireux d'échanges n'a pas eu lieu. Nous sommes confrontés à un déficit de perception des réalités de la région et à un manque de vision de long terme, voire un déficit de savoirs sur l'état des lieux politique, culturel, universitaire, économique, social, de chacun des pays. Les pays issus de l'ancienne Yougoslavie sont dans une sorte de trou noir.

En s'appuyant sur les acteurs mêmes des « transitions » en cours, ce colloque entend non seulement faire un état des lieux à partir des questions clés pour la région, mais aussi examiner les politiques européennes dans la région (Conseil de l'Europe, Union européenne) et proposer des analyses de leur impact réel sur les processus de démocratisation. Il vise à dégager des pistes de travail pour le futur. Il entend enfin resserrer des liens largement distendus entre intellectuels, artistes, responsables politiques ou associatifs de la région et leurs collègues en France autour de certaines priorités.

I. Réalités économiques, réalités du retour

A lire les documents émanant de l'Union européenne, on constate que le dossier des réfugiés et des personnes déplacées tient une place très importante ; mais l'Union bute sur de nombreux obstacles, notamment économiques. Le sort des personnes déplacées et qui souhaitent retourner dans leur pays d'origine est loin d'être résolu. Les aides européennes sont-elles suffisantes ? a demandé Catherine Lalumière, modératrice de cette session.

Daniel Giuglaris, Directeur du Centre de l'Agence européenne pour la reconstruction à Belgrade, a évoqué l'intervention massive de la communauté internationale et de l'Union européenne, entre la fin de la guerre et aujourd'hui, dans les domaines de la sécurité, de la défense, de la démocratie et des conditions de vie ; elles jouent l'une et l'autre le rôle de surveillants de l'évolution démocratique dans la région. Leur travail a donc largement dépassé le strict domaine de l'économie. Quels en ont été les résultats ? La pertinence du travail des gouvernements s'est améliorée, et en conséquence leur légitimité s'est accrue. L'agenda européen occupe une place prépondérante dans le débat politique, en Macédoine mais aussi en Serbie. Un processus de réformes sérieux s'est enclenché (exemple en Macédoine : réforme de la police, gestion intégrée des frontières, modernisation de la législation relative aux entreprises et au commerce extérieur, décentralisation administrative...).

Mais Daniel Giuglaris a rappelé que: 1° si les progrès sont nets dans les secteurs techniques, ils le sont beaucoup moins sur le plan politique ; 2° le rôle moteur de l'assistance extérieure reste très important ; 3° il est difficile d'évaluer les actions de gouvernements peu homogènes, dont les ministres agissent en ordre dispersé ; 4° la consultation entre gouvernants et société civile est faible.

Guido Ambroso, Chef du Bureau pour l'Europe du Sud-Est au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, chargé de la zone des Balkans, a introduit quelques données chiffrées concernant les réfugiés et personnes déplacées. Entre 1992 et 1995 puis en 1999 pour le Kosovo, plus de 2 millions de personnes étaient réfugiées ou déplacées ; aujourd'hui il y en a moins de 560 000. C'est donc une tendance encourageante. En Bosnie en 1995, on estimait à 1,3 million le nombre de personnes déplacées et à 200 000 le nombre des réfugiés ; aujourd'hui il y a environ 180 000 réfugiés et déplacés. Au Monténégro, après la guerre de Croatie, en 1996, il y avait 560 000 réfugiés, pour la plupart de Croatie. La Serbie et le Monténégro étaient les pays qui comptaient le plus grand nombre de réfugiés en Europe. Aujourd'hui le nombre de réfugiés y est au total de 114 000.

Le problème qui se pose est le suivant. On dit que les réfugiés cessent de l'être quand il ont trouvé une solution durable : mais qu'est-ce qu'une « solution durable » ? Le Haut Commissariat aux Réfugiés la définit simplement comme une situation stable. Le retour au pays n'est pas la seule solution durable : l'intégration locale et l'installation dans un pays tiers en sont aussi. L'une des stratégies du gouvernement serbe, en collaboration avec le HCR, consistait à intégrer un grand nombre de réfugiés venant de Croatie et de Bosnie ; on estime que la Serbie a intégré et donné la citoyenneté à au moins 200 000 réfugiés. Mais actuellement l'intégration locale vient après le rapatriement volontaire. En Bosnie-Herzégovine, l'intégration locale est toujours taboue car elle est considérée comme une cristallisation de la purification ethnique. On ne sait pas vraiment quelle est la durabilité des retours en Bosnie : ils n'existent parfois que sur le papier et non dans la réalité, car les gens qui se retrouvent dans une situation minoritaire vendent la maison qu'ils ont récupérée pour ensuite déménager dans une autre ville, dans une zone où ils feront partie de la majorité.

Le pourcentage de retour a été important en Bosnie, car le gouvernement a mis en place un plan de propriété qui a permis la restitution de propriétés usurpées. La Bosnie a réglé le problème du droit des locataires en transformant les baux à long terme (baux à vie, concédés pour des HLM, que l'on pouvait transmettre à ses enfants) en propriété privée pour des prix dérisoires, et ils ont ainsi été rendus

à leurs locataires originaux. En Croatie, en revanche, le droit des locataires n'est pas reconnu.

Au Kosovo la situation est différente : la situation réelle reste précaire ; la flambée de violence de 2004 a ébranlé la confiance dans l'avenir des minorités. La communauté internationale facilite le retour au Kosovo, mais il semble plus sûr que certaines minorités (quand elles le veulent) continuent de recevoir la protection internationale à l'étranger. Au total il y a eu très peu de retours.

Le retour des réfugiés ne fait pas disparaître les sentiments d'appartenance ethnique et le phénomène des minorités : les problèmes fondamentaux n'ont donc pas encore de solution. D'autre part, plusieurs intervenants ont objecté que les chiffres officiels sont trompeurs, parce que les processus qui ont lieu sont plus profonds que ceux que ces chiffres peuvent recenser. Les gens se déplacent, disparaissent, vendent leur maison... Ces phénomènes contredisent tous les chiffres.

Srdjan Dvornik, Directeur exécutif du Comité d'Helsinki pour la Croatie, a abordé la situation en Croatie du point de vue de la société. Le processus de construction de la démocratie a plus progressé en Croatie que dans les autres pays de la région ; mais le travail n'est pas achevé : la société n'a pas changé. Le communautarisme, la discrimination ethnique, les abus de pouvoir, la domination de l'élite politique sur la société continuent. Depuis le début de la transformation post-communiste, il y a une illusion qui plane : on a parlé de transition, mais elle est en fait très superficielle. Certes tout le monde sait aujourd'hui ce qu'est l'état de droit, l'économie de marché, la démocratie. Mais l'*homo sovieticus* est toujours là, la société ne s'épanouit pas dans le pluralisme. Par exemple : il n'y a pas de négociations tripartites entre partenaires sociaux, car il n'y a pas de rassemblement patronal ni de syndicat ouvrier important. La société n'a aucune autonomie. Il y a donc du travail : se défaire des abus de pouvoir, de l'idéologie nationaliste et des violences et discriminations qu'elle implique, se défaire de l'appareil d'État tel qu'il est, qui n'accepte pas le contrôle du pouvoir politique par la société, respecter les droits de l'homme, instaurer des règles de sécurité au travail par exemple, changer les pratiques... Ces changements nécessaires sont infimes et progressifs.

La Croatie a bénéficié du soutien moral et financier des Etats Unis et de l'Union européenne. Mais, selon Srdjan Dvornik, l'Union européenne fait de plus en plus partie des pouvoirs à critiquer tout comme le gouvernement. Elle utilise les ONG comme des instruments, ne soutient que celles qui correspondent à ses critères, rejette beaucoup de projets qui lui sont présentés et ne finance que des projets à court terme alors que les processus qui doivent être engagés vont durer des dizaines d'années : son action est presque contre-productive !

Oliver Ivanovic, Membre du Parlement du Kosovo, élu sur la liste serbe, a parlé du problème du retour au Kosovo. Les Serbes ne sont toujours pas revenus au Kosovo, pour de nombreuses raisons, mais principalement du fait du manque de sécurité et du manque de liberté de mouvement. Les peurs ne sont pas exagérées : il vivent dans des enclaves, entourés par des communautés majoritaires, sans avoir la possibilité légale, au quotidien, de sortir de ces enclaves. Les personnes qui sont rentrées sont retournées dans des zones où elles n'ont pas besoin de protection spécifique, c'est-à-dire dans le Nord, une partie du Kosovo où les Serbes peuvent se déplacer librement, ou dans des zones rurales qui comptent peu de villages. Oliver Ivanovic a souligné le problème que posent les personnes qui ne vivent plus là où elles vivaient, mais qui restent au Kosovo : elles vivent au Nord et viennent du Sud, elles sont parfois à quelques mètres de leur maison mais n'ont pas le droit d'y retourner.

Depuis 1999 le Kosovo connaît une criminalité très importante qui n'est pas portée en justice. Des attaques sont perpétrées contre des personnes qui sont sur le chemin du retour mais personne n'a été jugé, aucun maire, aucun chef de la police n'a démissionné en signe de protestation. Oliver Ivanovic a estimé que les grands leaders de la société albanaise doivent faire face à ce problème.

Il a également mis l'accent sur le problème économique. Le Ministère pour le retour et le Ministère pour les droits de l'homme disposent d'un budget insuffisant. L'économie du Kosovo est quasiment inexistante, en tout cas désastreuse ; le niveau de formation et d'éducation est trop faible : le

Kosovo a besoin de l'aide de la communauté internationale et de l'Europe. On peut dire qu'il cumule toutes les difficultés des Balkans : le désastre économique, le problème des réfugiés et le conflit ethnique.

Zoran Popovic, journaliste à la télévision de Banja Luka, a parlé des retours en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine. Pour reconstruire les foyers détruits, pour avoir des droits sociaux, des droits à la retraite, les réfugiés doivent retourner sur le lieu où ils vivaient ; s'ils n'y sont pas enregistrés, ils n'ont pas le droit de reconstruire. Des personnes reconstruisent donc leur maison puis retournent à l'endroit où ils ont commencé leur nouvelle vie. Les raisons en sont à la fois économiques et politiques: d'abord, les gens revendent leur maison afin d'avoir un peu d'argent devant eux, qui leur permet de faire un libre choix et d'acheter une résidence là où ils souhaitent vivre, et dans le territoire où vit leur communauté ethnique. D'autre part, ils n'ont rien là où ils sont retournés : plus d'emploi, plus d'amitiés, aucune sécurité économique ni sociale. La transition de l'économie, le processus de privatisation ne sont pas encore terminés, et 40 % de la population bosniaque est au chômage. Et le pays n'a évidemment aucun programme de couverture sociale en place.

Certains experts pensent que la difficulté que les gens qui reviennent ont à retrouver un travail tient à ce qu'elles sont relativement âgées, avec peu de formation, et qu'elles ne peuvent donc satisfaire aux critères d'emploi. Les jeunes ne reviennent pas : beaucoup ont démarré une autre vie, dans une autre ville, et ne souhaitent pas revenir vers des villes où il leur serait beaucoup plus difficile de réussir et de vivre. La majorité des gens qui reviennent travaillent dans le secteur de l'économie « grise », et cherchent toujours à trouver refuge dans les pays occidentaux.

Zoran Popovic a conclu que dix ans après la guerre, le processus de retour est pratiquement terminé – mais se termine avant même d'avoir commencé. Les gens qui reviennent ne survivent économiquement que grâce à leur courage personnel et non grâce à des mécanismes de soutien d'État. On peut dire que dans cette société ethniquement divisée, il n'y a eu aucune intégration, mais simplement une coexistence pacifique.

A la fin de cette première partie, la parole était donnée à la salle. Plusieurs questions ont été posées :

1° Comment expliquer que malgré la frustration des sociétés et le problème des réfugiés, le terrorisme ne se soit pas développé dans la région ?

Srdjan Dvornik a émis l'hypothèse que, d'un côté, la violence politique extrême dans les Balkans est systématiquement intégrée dans des partis et organisations politiques : il y a eu des actes de terrorisme mais systématiquement en lien avec des partis politiques. De l'autre côté, hors parti, les extrémistes sont dispersés et mal organisés ; on observe beaucoup d'actes de violence, même en Croatie où on recense un incident ethnique grave par semaine. Mais ce n'est pas du terrorisme dans la mesure où cela ne relève pas d'un programme ni d'une organisation.

2° Dans quelle mesure les Serbes du Kosovo peuvent-ils s'installer effectivement en Serbie, en attendant peut-être une amélioration de leur situation au Kosovo ?

Oliver Ivanovic a répondu que de plus en plus de Serbes habitent en Serbie bien qu'ils soient inscrits au Kosovo. Ceux qui restent au Kosovo le font parce qu'ils reçoivent un double salaire : leur salaire normal, et un autre de la Serbie. Il est important qu'ils restent au Kosovo car l'on peut ainsi espérer que d'autres Serbes reviendront un jour. La Serbie a pris une décision désastreuse : elle a décrété que les Serbes qui travaillaient dans l'éducation et dans la santé ne devaient plus recevoir leur salaire du Kosovo, alors que c'était un lien, même très fragile, qui existait entre cette communauté et l'administration du Kosovo.

Guido Ambroso a précisé que les minorités au Kosovo reçoivent toujours la protection internationale et ont la « possibilité de se déplacer à l'intérieur », c'est-à-dire qu'une personne qui vit au Kosovo peut aller en Serbie si elle a des inquiétudes concernant sa sécurité. Le HCR n'est pas favorable à ce déplacement interne, car ces personnes se retrouveraient avec un statut de personnes déplacées et rencontreraient de grandes difficultés pour reprendre une vie normale.

3° Devant l'échec global de la politique des retours, la question se pose : le retour au *statu quo ante* est-il la meilleure façon de définir le retour ? Quelle pourrait être une politique plus réaliste, et comment faire pour qu'aujourd'hui des Serbes puissent vivre au Kosovo, des Bosniaques en Republika Srpska, des Serbes à Sarajevo ? Comment imaginer d'autres formes de vie ?

Il a simplement été rappelé que c'est le HCR qui a défini le retour comme retour au *statu quo* dans le pays d'origine, mais la question est restée ouverte.

II. Organisations collectives de la mémoire

Sonja Licht, Présidente du Belgrade Fund for Political Excellence, qui modérait cette deuxième partie du débat, a remarqué que la Maison de l'Europe, située en plein coeur du Marais, ce quartier juif de Paris, était bien placée pour rappeler les enjeux de la mémoire et de la prise de responsabilité. Des phénomènes similaires à la Shoah se sont déroulés en Europe (et se déroulent encore ailleurs), qu'il faut maintenant regarder en face.

Alexandra Bubevska, journaliste de Skopje, a parlé de sa recherche sur les mémoires de la guerre, un projet intitulé « Le côté des femmes dans cette histoire – la crise de 2001 ». Ce projet s'est attaché à rendre la vie des individus, que l'histoire officielle, en raisons de ses présupposés idéologiques, ne peut restituer. Cette méthode (mettre côte à côte les récits de cheminements personnels) s'applique particulièrement à l'histoire des femmes, à la façon dont les femmes vivent l'histoire. La question de savoir de quelle manière le sexe d'une personne influe sur sa manière de vivre les événements sous-tendait ce travail. Lors de cette recherche, plus de trente personnes ont été interviewées : des femmes du Kosovo qui ont souffert dans le conflit de 2001 avec la Macédoine, des mères de personnes kidnappées... Beaucoup ont refusé de raconter leur histoire, car elles manquent de recul, que le traumatisme est trop grand et qu'elles vivent toujours dans la honte et la crainte.

Dans les Balkans, il ne fait aucun doute qu'il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes qui doivent faire face à cette histoire difficile.

Drinka Gojovic, Directrice du Documentary Centre of Wars 1991-1999 à Belgrade, a estimé que le problème le plus compliqué qui s'est posé depuis les conflits dans la région est celui de la mémoire : comment nous souvenons-nous les uns des autres en période de guerre ? Aujourd'hui, les personnes des différentes communautés communiquent régulièrement, ce qui était tout à fait interdit il y a quelques années. Les gens sont en train de recréer des liens au-delà des frontières politiques. Du fait qu'elles partagent la même langue, la même culture, la même économie, et la même histoire, les communautés continuent à parler entre elles.

Mais cela ne veut pas dire que les mémoires de la guerre ont été balayées par la normalisation de la vie quotidienne. Elles resurgissent de temps en temps, tant dans la sphère privée que dans la sphère politique. C'est alors que l'on constate que ces mémoires, après des conflits tragiques et douloureux, sont divisées : chacun se souvient de ce qu'il veut, de ses victimes beaucoup plus que de ses complicités.

Il est important de déterminer comment l'on *veut* que la mémoire fonctionne, comme un poison ou comme une panacée. Pour ce qui s'est passé pendant la guerre, il ne suffit pas d'avoir *une* mémoire. Si l'on veut qu'elle soit un remède, l'on doit autoriser les chevauchements de mémoires parfois contradictoires pour donner naissance à une mémoire hétérogène dans la région. Tant qu'il n'y aura pas eu de catharsis, les gens accepteront la nouvelle réalité sans être en paix avec elle, et leur mémoire douloureuse non exprimée est un poison. En parlant de ce qui s'est passé, et en s'écoutant les uns les autres, l'on opère une catharsis personnelle ; la mémoire est alors une panacée – même s'il est certain qu'elle n'apaisera pas toutes les souffrances.

Djurdja Knezevic travaille au Centre de documentation et d'information de Zagreb, consacré à la collecte et à l'édition de documents sur le sort des femmes en Croatie et dans la région. Elle a tenu à parler de l'émergence en Croatie d'un « néo-conservatisme primitif » mené par l'Eglise catholique, qui fait directement pression sur le système d'éducation et impose l'éducation religieuse dans les programmes scolaires, finance des campagnes anti-avortement, et soutient les partis de droite qui mettent en oeuvre des programmes d'éducation correspondant à ses idées. Des ONG, des associations sont mises en place pour promouvoir des idées conservatrices et patriarcales. La mémoire est donc organisée autour de stéréotypes conservateurs et traditionalistes.

Elle a par ailleurs souhaité aborder plus largement la situation en Croatie. Depuis quelques années, le gouvernement subit une pression de l'Union européenne et d'associations diverses, qui l'a amené à voter de nouvelles lois pour améliorer le statut des femmes : lois sur l'égalité des sexes, contre les violences faites aux femmes, sur les couples homosexuels, etc. Il semble donc qu'il y ait des changements positifs : mais ces changements se limitent en réalité à la protection physique des femmes, et surtout ces programmes ne traitent des femmes que d'un point de vue traditionnel : ils se focalisent sur les enfants, le foyer, la famille. Enfin, ces lois sont surtout des recommandations, elles contiennent rarement des dispositions de sanctions. Il y a un véritable problème de fonctionnement, qui touche la société tout entière et le gouvernement : le système institutionnel et administratif est excessivement corrompu ; le niveau local est inefficace et ne fait pas appliquer les décisions gouvernementales.

Jasmina Husanovic, Professeur de philosophie à l'université de Tuzla, a axé son intervention sur le lien de la mémoire et du politique, et sur les problèmes qu'il pose en matière de démocratie, en Bosnie et plus largement dans l'ensemble de la région. La réalité actuelle, c'est un amalgame de mensonge, de déni et d'amnésie. Les mémoires sont construites par les douleurs individuelles et se traduisent dans la sphère publique ; il y a une pathologie sociale et une pathologie politique qui se manifestent par l'amnésie. Il faut réussir à prendre conscience du traumatisme : or en guise de stratégies d'appropriation et de codification de la mémoire, ce sont des stratégies de médicalisation ou d'oubli qui sont actuellement mises en place.

Une lutte avec le pouvoir est donc menée pour l'appropriation et le contrôle de la mémoire. Les intellectuels, les artistes, les militants, etc., sont autant de points de résistance contre la confiscation de mémoire qui a affecté toute la région. Mais la représentation du génocide est accaparée par une lutte politique entre les mémoires qui s'expriment et les mémoires qui sont tuées et entretenues par l'élite nationaliste pour prolonger les souffrances. Prendre en compte les témoignages serait au contraire une façon de prendre conscience de ce qui s'est passé et de reconnaître les identités culturelles. Jasmina Husanovic a affirmé l'importance d'étudier la méthodologie du témoignage pour dé-médicaliser et dé-traumatiser la mémoire collective

La société civile doit exprimer la manière dont elle veut que l'on traite de la mémoire : alors seulement il sera possible de trouver de nouveaux moyens d'agir ensemble, de venir à bout des systèmes politiques qui imposent l'amnésie ou *une certaine* mémoire. La possibilité d'affecter le changement, c'est de redéfinir les critères de crédibilité des dirigeants pour mettre en faillite l'élite et ses non-valeurs. En Europe comme dans les Balkans, il faut que les voix marginalisées, inaudibles,

définissent ce qu'elles veulent que soit un dirigeant. Le militantisme redonne un espoir politique dans cet espace dépolitisé, il doit renégocier des manières d'être, des manières d'appartenir à la société, pour permettre d'accepter ce qui a été perdu et de faire son deuil.

Petar Milat, chef de projet à l'Institut Multimedia de Zagreb, a rappelé, de manière originale, qu'il existe une mémoire plus profonde, qui ne concerne pas les conflits des années 1990, mais remonte au-delà : la mémoire du privilège de la Yougoslavie. Cette mémoire s'enracine dans le sens du privilège et de l'exception de l'ex-Yougoslavie en comparaison du « bloc soviétique » : la dissociation qui existait entre la société et l'État. Cette dissociation, aujourd'hui perdue, entre deux sphères séparées (: d'un côté, l'expérimentation bureaucratique et politique, l'auto-gouvernance, et de l'autre côté la sphère sociale) signifiait que la Yougoslavie, par rapport à ses voisins de l'Est, était plus libre, que la société était moins contrôlée par l'Etat. Cela était ressenti comme un privilège. Mais cette dissociation était un phénomène postmoderne, qui indiquait un blocage politique ; elle a laissé l'ex-Yougoslavie sans normativité de l'action politique. Cela est important pour comprendre que la construction de l'État dans les années 1990 s'est faite de manière problématique.

Dans cette perspective, le problème que pose l'Union européenne est le suivant : la population ex-yougoslave pense que la bureaucratie bruxelloise ne fera que remplacer l'ancienne bureaucratie, mais aussi que l'espace européen lui rendra la mobilité qu'elle avait du temps de la Yougoslavie (grâce à un visa de type Schengen) ; dans cette mesure, comment l'Union européenne pourra-t-elle créer un futur normatif autre que cette alternative : soit la bureaucratie (pour les élites), soit la mobilité sociale (pour la population élargie) ?

Jeta Xharra, journaliste de Prishtina, directrice du réseau Balkan Investigative Reporting, a commencé son intervention par une conclusion : non, il n'existe pas de mémoire collective au Kosovo, mais des mémoires ethniques particulières. Pour avoir une mémoire collective, il faudrait avoir une expérience partagée, un consensus sur ce qui s'est passé. Or au Kosovo, actuellement, il y a trois versions : d'un côté, l'attitude des administrations internationales à l'égard de la mémoire collective : « Ne parlez plus du passé, oubliez-le et allez de l'avant » ; la pression internationale sur les dirigeants albanais leur donne le sentiment que s'ils parlent de la guerre, ils seront punis ; d'un autre côté, la mémoire ethnique albanaise, qui se voit comme victime et ressent une douleur si forte qu'elle ne peut même pas s'exprimer, car ni le débat ni la justice ne lui ont permis de guérir. Enfin, la mémoire serbe, qui refuse d'accepter que la majorité des crimes dans l'ancienne Yougoslavie lui est imputable. Ces trois visions incompatibles sont en conflit. Comment la vision du passé pourrait-elle être un jour partagée ?

Jeta Xharra a proposé quelques solutions : l'éducation, les médias, le système judiciaire. Dans les livres d'histoire des écoles primaires en Albanie, il n'est pas fait mention de la coexistence des Serbes et des Albanais à partir de la Seconde guerre mondiale et jusqu'en 1981 : elle est simplement effacée. Les livres d'histoire des enfants serbes au Kosovo (rédigés par le ministère de l'Education serbe) ne disent rien des exactions commises sous le régime de Milosevic. A travers ces livres, les enfants apprennent donc une histoire tout à fait exclusive, ainsi qu'un langage de guerre. A moins de mettre en place une commission conjointe travaillant sur l'histoire commune, il y aura des générations de personnes éduquées dans des histoires séparées.

Du côté des médias, la même séparation existe. La télévision pourrait servir de medium entre les deux communautés ; en réalité, alors que les chaînes publiques ont des heures de diffusion (différentes) pour les deux langues, la société s'accorde tacitement à ne pas regarder les programmes dans la langue de l'autre ! On n'entend donc jamais l'autre langue. Pour de nombreuses personnes, aujourd'hui, la langue serbe reste tout simplement traumatique : c'était la langue de l'agression.

Quant au système judiciaire, un autre lieu où la guérison devrait se faire, il est également problématique. Au Kosovo, il n'y a que quelques grandes personnalités qui comparaissent devant les

tribunaux. Du côté serbe, alors qu'il appartiendrait aux tribunaux serbes de traduire en justice les criminels qui se trouvent en Serbie, la police a l'ordre de ne pas y travailler. Les Albanais, eux, refusent de témoigner devant les tribunaux serbes, qui ne sont pas crédibles.

Jeta Xharra a conclu que la possibilité de se réconcilier avec sa mémoire a été niée à la population du Kosovo. C'est encore aujourd'hui politiquement incorrect d'envisager de bâtir un musée de la guerre. Pourtant, même difficiles à mettre en place, un musée de la guerre, des commissions conjointes sur les programmes scolaires, des procès locaux avec un sentiment de confiance des deux côtés suffiraient à débloquer cette situation dangereuse.

Lors du débat qui s'est ensuivi, Drinka Gojgovic et Jasmina Husanovic ont confirmé que la situation est bien la même en Serbie, le même mutisme règne dans les livres d'histoire sur les dix dernières années, la même peur empêche les hommes politiques de parler de ce qui a trait à la guerre. Elles ont également confirmé qu'en Bosnie la division ethnique est de plus en plus soulignée à l'école. Elles ont conclu que la réconciliation prendrait énormément de temps.

III. Perspectives sur les liens sociaux...

Jean-Louis Laurens a introduit cette troisième partie du débat, qu'il modérerait, en évoquant le problème de la langue, emblématique de la situation dans les Balkans. L'un des héritages de l'ex-Yougoslavie, c'est la langue ; et les liens sociaux passent d'abord par la communication, donc par la langue. Il a évoqué le gymnase de Mostar en Bosnie-Herzégovine, présenté par la communauté internationale comme l'exemple de réussite de l'intégration des systèmes éducatifs : il est en effet fréquenté par des élèves bosniaques et croates (et quelques élèves serbes). Désormais, les étudiants des deux communautés fréquentent la même institution, la même cour de récréation, et pratiquent même un certain nombre d'activités extra-scolaires ensemble. Mais ils suivent deux curriculums complètement séparés : les étudiants bosniaques suivent un curriculum éducatif bosniaque, les étudiants croates suivent un curriculum éducatif croate. D'une part, on enseigne en bosniaque, de l'autre, on enseigne en croate. Il y avait pourtant une langue que tout le monde comprenait dans cette partie de l'ex-Yougoslavie : le serbo-croate (ou quel que soit le nom que l'on veuille bien lui donner). Aujourd'hui, les enseignants disent qu'il est impossible de réunir les étudiants dans un curriculum commun, ni même de faire des échanges d'enseignants entre les deux curriculums, parce que les étudiants bosniaques et croates ne parlent pas la même langue.

Onze ans après Dayton, c'est là ce que l'on présente comme le plus bel exemple d'intégration. Quand on parle de liens sociaux...Il a évoqué le gymnase de Mostar en Bosnie-Herzégovine, présenté par la communauté internationale...comme l'exemple de réussite de l'intégration des systèmes éducatifs : il est en effet fréquenté par des élèves bosniaques, croates et quelques élèves serbes. Pourtant, leurs curriculums sont séparés, leurs classes sont séparées : seule la cour de récréation et quelques activités extra-scolaires sont communes. Les cours sont donnés en « bosniaque » d'un côté, en « croate » de l'autre.

Onze ans après Dayton, c'est là ce que l'on présente comme le plus bel exemple d'intégration. Quand on parle de liens sociaux...

Sejla Kamerić, artiste plasticienne de Sarajevo, a présenté les projets publics sur la guerre en Bosnie et sur les mémoires qu'elle a réalisés. Le premier, intitulé *Bosnian Girl* (« Fille bosniaque »), est une affiche avec pour fond une photo d'elle-même, sur laquelle est reproduit un graffiti en anglais : « Elle n'a pas de dents ? elle a une moustache ? elle sent la merde ? c'est une fille bosniaque ! » Une

légende précise qu'il s'agit d'un graffiti écrit sur le mur d'une caserne dans les environs de Srebrenica par un soldat néerlandais anonyme de la FORPRONU. L'affiche a été diffusée très largement à Sarajevo, puis en Europe et dans le monde entier. Elle appréhende deux thèmes : l'expérience traumatisante des femmes bosniaques d'une part, et d'autre part les préjugés, venant non seulement de l'extérieur, mais aussi de la communauté bosniaque elle-même envers les femmes bosniaques. Cette affiche a été très choquante pour la communauté internationale parce que, pour la première fois, un projet impliquait une tierce partie. Elle a eu une grande importance pour la compréhension générale de la tragédie bosniaque.

Le second projet s'intitule « 1945-1995-2005 », en référence au soixantième anniversaire de l'Holocauste et au dixième du massacre de Srebrenica. Il s'agit de photos d'organisations de femmes de Srebrenica en visite au musée Anne Frank. Il visait à placer la tragédie de Srebrenica dans un contexte plus large, pour en parler, non pas comme de quelque chose qui est arrivé seulement aux Musulmans et aux Bosniaques de Srebrenica, mais comme d'un génocide après d'autres génocides. Ce projet a également établi un lien avec la communauté juive de Sarajevo, qui a accepté ce projet et compris qu'elle aussi devait dépasser le discours sur l'Holocauste et se pencher sur l'histoire contemporaine de la Bosnie-Herzégovine.

Enfin ces projets voulaient mettre les conflits des Balkans en perspective et inclure les Balkans dans l'Europe, en parlant des guerres des Balkans comme faisant partie des guerres européennes.

Slavica Indzevska, directrice adjointe de la Fondation pour une société ouverte en Macédoine, a souhaité interroger la façon dont se développe la qualité des liens sociaux. Elle a estimé qu'en créant un environnement favorable et des outils adéquats, en donnant du temps et des ressources, on peut obtenir une amélioration des liens sociaux. C'est ce à quoi doivent s'attacher les organisations et les programmes de coopération régionaux, en construisant sur ce qui existe déjà au lieu de réinventer les liens sociaux, en confiant le travail à des organisations locales au lieu de le confier à des organisations internationales, en se penchant sur l'échelle locale au lieu d'insister sur la régionalisation. Elle a noté qu'aucune action concrète de l'Union européenne ne permet le renforcement de la société civile et qu'elle devrait élaborer un programme de bourses accordées à la société civile pour développer la région, favoriser la communication et la coopération, dans la région mais également avec la société civile européenne.

Slavica Indzevska a souligné l'importance d'un tel travail de la société civile : c'est le seul moyen de survie pour une société sous régime autocratique.

Leonora Kryeziu, directrice exécutive de l'Institut d'études politiques de Prishtina, a présenté le projet d'écoles politiques dans la région, mené avec l'aide du Conseil de l'Europe. Elle a ainsi montré que, dans la situation sombre du Kosovo actuel, des initiatives réussies étaient possibles. L'Institut de Prishtina coopère, avec succès, avec onze autres établissements. Cet été, une douzaine d'établissements a participé à l'université d'été sur la démocratie du Conseil de l'Europe; une réunion a été tenue avec l'Institut de Belgrade. Contrairement aux idées préconçues, cette réunion s'est très bien déroulée et les jeunes Serbes et Albanais se sont rencontrés dans l'amitié. A l'Institut de Prishtina, les jeunes apprennent à former des projets communs, et à accepter la réalité telle qu'elle est. Les idées préconçues qu'ils ont les uns des autres tombent.

Jean-Arnaud Derens, rédacteur en chef de *Courrier des Balkans*, est revenu sur les relations inter-ethniques au Kosovo. La seule justification politique de la présence internationale au Kosovo est le rétablissement d'une société multi-ethnique; des investissements financiers internationaux considérables ont été effectués sur ce territoire, alors que la question n'avait pas même été posée de savoir ce qu'un Kosovo multi-ethnique pouvait bien vouloir dire.

Or, il a estimé que, les vingt dernières années, les communautés se sont éloignées à grands pas

les uns des autres. A l'école, les jeunes Albanais apprennent une histoire qui ne mentionne même pas la Yougoslavie ; dans le domaine du travail, Serbes et Albanais ne se fréquentent pas non plus. Ils n'ont tout simplement aucune chance d'avoir l'impression de vivre dans le même pays, et pensent n'avoir aucun besoin les uns des autres.

Il a conclu qu'il n'y a pas de société multi-ethnique au Kosovo, et que l'on peut seulement espérer une cohabitation sans trop de violence. Au-delà des efforts anecdotiques de la société civile et du discours sur la multi-ethnicité, c'est la reconstitution d'une véritable société, notamment au niveau économique, qui aura des conséquences durables et effectives sur le rapprochement des communautés (il a rappelé qu'un État, un cadre économique et politique pouvait réunir des populations qui ne s'aiment pas, comme en Belgique). La balle, a-t-il conclu, est dans les mains de la communauté internationale.

La parole a été donnée à la salle :

1° Ghislaine Glasson Deschaumes a apporté un commentaire : les liens intercommunautaires existent au niveau municipal, souvent retissés au prix de grands efforts et avec beaucoup d'intelligence politique. Car on n'arrive pas à une réalité intercommunautaire locale sans une pratique et une méthode visant le long terme et fondée sur une mémoire partagée. Mais il est surprenant que l'exemple de ces collectivités locales ayant réussi, à leur échelle, à maintenir ou à recréer des liens ne parviennent pas à nourrir la réflexion politique au niveau de leur gouvernement ou des institutions internationales. Leur réalité demeure invisible.

2° Comment les autorités religieuses influent-elles sur les relations intercommunautaires ?

Jean-Louis Laurens a confirmé qu'il y a une influence très importante de certaines autorités religieuses dans l'évolution politique et une instrumentalisation nationaliste du fait religieux. Jean-Arnaud Derens a admis que le rôle des hiérarchies religieuses, orthodoxes, catholiques ou musulmanes, a été négatif dans l'ensemble des Balkans et particulièrement au Kosovo. Mais il a aussi rappelé que, d'un autre côté, il y a d'innombrables lieux de pèlerinage inter-religieux au Kosovo. Au niveau privé, interpersonnel, il y a des échanges, des solidarités, des sanctuaires multi-confessionnels ; mais au niveau politique des hiérarchies religieuses, la communication est impossible.

3° La communauté internationale ne peut pas et ne doit pas imposer une réconciliation subite ; on ne peut pas faire abstraction des atrocités subies, des souffrances vécues et imaginer qu'en si peu de temps, la réconciliation va se faire. La communauté internationale demande là quelque chose qui n'est pas humain.

Jean-Louis Laurens a reconnu cette nécessité de laisser le temps au processus long qu'est la réconciliation; il a en revanche insisté sur l'urgence d'engager un travail sur la vérité, car la réconciliation ne peut se fonder sur la négation du passé.

4° On pourrait envisager une réconciliation fondée sur *l'intérêt* à coopérer, selon la méthode Monnet dans le rapprochement franco-allemand. Mais la réconciliation franco-allemande a été rendue possible par un idéal de réconciliation post-nationaliste et des personnalités marquées par un même catholicisme social. Or il n'est pas certain que cet idéal politique et religieux commun existe dans les Balkans.

III. ... et sur les relations de voisinage

Sonja Licht a abordé le thème des liens transfrontaliers, et exprimé sa conviction que les liens entre ethnies, cultures et religions dépendent des frontières. Elle a distingué trois types de frontières : internes, externes et intériorisées. Les pays qui vont entrer dans l'Union (Roumanie, Bulgarie) vont être dans l'obligation de mettre en place un régime de visas au sein de la région. On doit alors se demander ce qui se passera en termes de coopération transfrontalière : il y aura un nouveau mur en travers des projets transfrontaliers, le mur de Schengen.

Ce changement des frontières externes va poser de gros problèmes à la région, car il pourrait conduire au renforcement des frontières internes. Pour ces frontières, le bilan est meilleur qu'on ne le pense. La réconciliation a déjà commencé entre la Serbie et la Bosnie, dans un domaine très important, celui de l'économie. Les magnats de l'économie ont fusionné leurs actifs pour lancer des initiatives conjointes, et c'est une des raisons pour lesquelles il n'y aura plus de conflit : de plus en plus de sociétés ont un commun intérêt à la stabilité. De fait, la coopération, comme entre l'Allemagne et la France, se fait du haut vers le bas, et non l'inverse.

Les gens, petit à petit, sont moins durs, plus transparents, moins d'éléments séparent ces nouveaux États. Des milliers de jeunes Slovènes viennent chaque année passer le Nouvel An à Belgrade. Les frontières intériorisées, qui se trouvent dans l'esprit des gens, pourront être surmontées par l'éducation. Sonja Licht a très fermement souligné le rôle *central* de l'éducation.

Svetlana Racanovic, directrice du Centre de dialogue Nansen de Podgorica au Monténégro a développé le thème de l'Europe comme relations entre un centre et sa périphérie, c'est-à-dire entre l'Union européenne et les pays qui n'en font pas partie. Pour juger de ces relations, elle a pris un exemple : une société de cosmétiques européenne très connue produit sous le même nom et le même emballage des produits d'une meilleure qualité pour les citoyens de l'Union européenne que pour les citoyens de la périphérie. Elle fait donc de la piraterie. L'Union doit se débarrasser de ces pratiques, qui signifient que les pays périphériques ne sont pas dignes d'acheter des produits de pleine qualité. Cet exemple montre quels processus se déroulent en sous-main entre le centre et sa périphérie.

Elle a ajouté qu'il faut permettre des échanges réels, d'une vraie qualité, notamment dans le domaine de la culture. Des forces centrifuges ont commencé à agir et l'on assiste à la montée de petites cultures marginales et périphériques, parce que dans un monde sans couleur, où il n'y a plus de subversion, l'avenir appartient aux Balkans. L'art des Balkans a une immense énergie, et cela s'explique peut-être par une nostalgie de l'Occident, de l'époque où la culture et l'art avaient quelque chose à dire et n'étaient pas contrôlés par le capital et le pouvoir politique.

Elle a conclu que du côté du « centre », il faut l'ambition d'améliorer les normes, les réglementations, et une volonté de les respecter; du côté de la « périphérie », les pays des Balkans doivent apprendre de leur culture, qui intègre les normes européennes et les subvertit, et se donne comme un espace de liberté.

Rastko Mocnik, sociologue, professeur à l'université de Ljubljana, a rapporté une anecdote : la première mesure dans le domaine des sciences prise par le gouvernement de la nouvelle Slovénie indépendante était une directive émise par le ministère de la Science, envoyée aux instituts de recherche pour leur recommander de cesser les projets universitaires en coopération avec les partenaires ex-yougoslaves. Cela montre que le paysage de la région a changé dans le sens d'un rejet vers les zones périphériques de l'Europe et même du système mondial.

La fonction de l'Etat-nation a changé et ce changement creuse le fossé entre les Etats de l'ouest et les Etats périphériques. L'érosion de l'Etat social qui traverse l'Europe se ressent plus fortement dans la périphérie : la fin de l'économie nationale et des mesures de protection est nettement plus

dramatique; la concurrence pour attirer les investisseurs étrangers est beaucoup plus dure. Il en va de même pour ce qui est de l'érosion de la sphère publique. L'une des conséquences de ce changement de fonction de l'Etat-nation est la réorientation des politiques nationales sur des constructions supra-nationales, telles que l'OMC, la Banque mondiale, l'Union européenne. L'axe horizontal des relations régionales et de voisinage est subalterne ; il est dominé par la préoccupation verticale, et rendu conflictuel par la concurrence pour les investissements étrangers, pour l'intégration à l'Union européenne, pour l'accès aux marchés internationaux, pour l'accès au marché du travail. Cette nouvelle position de la région est un obstacle objectif à la coopération régionale.

Au niveau universitaire, il est impossible d'avoir un programme de recherche avec des Croates, des Serbes etc. sans un partenaire d'Europe occidentale. Tout le domaine universitaire est axé sur la suprématie de l'Europe occidentale, sinon des Etats-Unis. La conséquence directe en est un grave appauvrissement du pluralisme des paradigmes épistémiques : c'est la pensée unique, dans un domaine, celui de la recherche et de la pensée, où le pluralisme est nécessaire à quelque progrès que ce soit.

A la fin de cette troisième partie, le débat a de nouveau été ouvert avec le public.

Srdjan Dvornik a mis l'accent sur la politique des *identités* qui se trouve derrière le problème des langues et des frontières intériorisées : il s'agit toujours de confirmer son identité nationale (nécessairement *contre* les autres). Il a discuté l'hypothèse implicite selon laquelle, à travers les frontières et grâce à la coopération sociale et économique, les liens sociaux pourront se renouer et les frontières intériorisées être surmontées grâce à l'éducation. Car tant que l'attitude autoritariste existera à l'égard de sa propre communauté, la politique sera dominée par des identités communautaristes.

IV. Politique des statuts, politique des frontières, politique des constitutions

Ghislaine Glasson Deschaumes a insisté en introduction de cette quatrième partie sur le fait que la définition d'un statut, comme pour le Kosovo ou le Monténégro, ou le choix d'une constitution, comme en Bosnie-Herzégovine ou en Serbie, ne peut être ramené à une question d'ingénierie et donc de simple instrument : c'est une question *politique*, qui engage toutes les composantes d'un pays, les populations, leur manière d'être ensemble et avec les autres. Il conviendrait donc de contextualiser politiquement les enjeux de stabilisation des frontières, de définitions statutaires et constitutionnelles et de réfléchir à la portée politique des choix à faire, qui peuvent paraître à certains égards inextricables. Elle a déterminé trois façons de traiter la question :

1° Le processus de partition de l'ex-Yougoslavie : où en est-il ? jusqu'où ira-t-il ? doit-il/peut-il être interrompu ?

2° Les finalités de la logique constitutionnelle et statutaire : à quelle fin opte-t-on pour tel ou tel statut, telle constitution ? Les objectifs des pays qui sont actuellement impliqués dans ces logiques constitutionnelles et statutaires sont-ils les mêmes que ceux de leurs voisins ? que ceux de l'Union européenne ? de la communauté internationale ?

3° Le futur : quelle forme devra lui être donnée ? doit-il être se cristalliser comme un simple futur d' « association » qui maintiendrait les Balkans dans l'espèce de trou noir où ils semblent être aujourd'hui en Europe, enclavés entre les anciens pays membres de l'Union européenne et ses nouveaux adhérents (Slovénie, bientôt Bulgarie et Roumanie) ? Faut-il laisser passer du temps avant d'envisager l'intégration ? Ou bien au contraire, afin de prévenir de nouvelles logiques de fragmentation, la perspective devrait-elle être celle d'une intégration accélérée ? Dans ce cas, comment l'Union pourrait-elle accueillir ce nouvel élargissement ? L'intégration permettrait-elle de dépasser

les politiques et les logiques identitaires et autoritaires qui prévalent?

Rada Ivekovic, philosophe, directeur de programme au Collège international de philosophie, a interrogé la logique de la partition à partir d'un travail de recherche sur les partitions comparées, notamment en Inde, engagé avec *Transeuropéennes* et poursuivi avec d'autres partenaires depuis. Elle a répondu clairement qu'il n'y a aucune raison pour qu'une partition s'arrête; c'est une logique qui veut que lorsque le principe est une fois autorisé, le processus continue.

Elle a par ailleurs identifié les préoccupations de statuts, de frontières, comme des prérogatives des Etats, des instruments de pouvoir, par lesquels on espère pouvoir organiser et diriger des populations, mettre en place des hiérarchies et installer des hégémonies. Ces problèmes de statuts sont vécus comme des exigences de la communauté internationale, et souvent le lien réel qui existe entre ces instruments et la vie des gens n'est pas débattu.

En effet, le concept de « statuts » n'est pas traduit en une signification qui ait du sens pour la vie des populations. Délibérer des statuts prend du temps, et ce temps est crucial. Si l'on ne laisse pas le temps à la négociation et à la traduction du concept politique de statut en significations pour la vie réelle, cela ne veut plus rien dire en termes de communication, d'éducation, de conditions de vie réelles; ce n'est qu'un élément formel, vide de contenu, et cela aboutit inévitablement, comme cela a été le cas en Inde, à un conflit.

Tim Cartwright, représentant spécial du Secrétaire général du Conseil de l'Europe en Bosnie-Herzégovine, a parlé avec lucidité du rôle des institutions internationales en Bosnie-Herzégovine, et a souligné les limites du processus de refonte constitutionnelle engagé 18 mois plus tôt, et qui s'est développé en dehors de toute interaction avec les parlementaires de BiH et avec la société civile.

Face au consensus sur le fait que l'annexe 4 des accords de Dayton ne semblait plus pertinente pour la gouvernance future de la BiH, il a bien fallu poser le problème constitutionnel, sur fond d'intérêts radicalement divergents entre Croates, Bosniaques et Serbes. Cela a été fait par la communauté internationale, plus précisément par le Département d'État américain qui, au printemps 2005, a lancé des propositions fondées sur un renforcement de l'État, une présidence affaiblie par un suffrage indirect, le renforcement du Conseil des ministres et la création d'un vrai poste de Premier ministre (pour pallier notamment le déficit de gouvernance au niveau ministériel). Sur le plan du contenu, la proposition a partiellement échoué (s'agissant du vote sur les prérogatives des entités) pour trois raisons.

La première est interne : la question constitutionnelle est devenue le thème principal aux dernières élections en Bosnie-Herzégovine, elle a été instrumentalisée par les discours nationalistes. Les deux autres raisons sont externes. Il s'agit, d'une part, de la récente indépendance du Monténégro et de la négociation en cours sur le statut du Kosovo, et d'une part, de la perspective d'une plus grande souveraineté de la BiH avec le départ de la communauté internationale (départ du Bureau des Hauts Représentants).

Surtout, Tim Cartwright a souligné que les principales critiques portent sur le manque de continuum démocratique du programme de travail sur la réforme constitutionnelle : il a été conçu par des membres de la communauté internationale avec les chefs de file des principaux partis, de manière quasi privée, en dehors de toute dynamique démocratique. Cette expérience montre que les parlementaires doivent être pleinement impliqués dans la rédaction des réformes constitutionnelles, ainsi que la société civile (au moyen peut-être d'une Convention) : il faut commencer par déterminer *qui* doit être impliqué, dès l'amont, dans la rédaction. Le défi est donc de faire du débat constitutionnel une initiative locale.

Il est important de signaler que ce débat sur la nouvelle constitution a fait passer au second plan la question de l'intégration européenne, marquée par la réalité d'une double lassitude : celle des institutions lassées de tous ceux qui attendent leur entrée dans l'UE et la lassitude des pays qui se

trouvent dans la file d'attente.

Bajram Rexhepi, ancien Premier ministre du Kosovo, a souhaité faire état d'un mouvement positif au Kosovo. Il a estimé que le Kosovo va aboutir à une séparation tranquille avec la Serbie, comme celle, toute récente, du Monténégro. Le statut du Kosovo est en train d'être défini : selon le Groupe de contact, il doit être précisé à la fin de l'année, ou bien au plus tard au mois de mars 2007. Le Kosovo est, d'autre part, en train de déterminer ce que serait sa constitution : un cadre constitutionnel a été posé, différentes réunions politiques ont lieu, des experts sont en cours de formation, on étudie comment protéger les intérêts vitaux de la nation et les droits des communautés, une législation-cadre pour accueillir la nouvelle constitution est mise en place. Tout est désormais une question de temps : quand mettre en place cette constitution ? avant ou après la définition des statuts ?

Les frontières du Kosovo ne sont pas encore définies entièrement. Bajram Rexhepi souhaite qu'elles permettent de véritables coopérations transfrontalières dans divers domaines (infrastructures, sécurité...); de nombreuses initiatives voient le jour dans ce domaine. Il est impératif, à l'heure où la région réclame une libéralisation du régime des visas au niveau européen, qu'elle travaille à la libéralisation de ses propres frontières.

Bajram Rexhepi a énoncé les objectifs qui doivent être ceux de la région : l'établissement d'Etats et d'institutions fonctionnels, le respect du droit international ; la signature *commune* d'un accord de libre-échange au lieu d'accords bilatéraux qui représentent une perte considérable d'énergie ; l'uniformisation des droits de douane, indispensable pour pouvoir prétendre attirer des investisseurs étrangers. Enfin, l'objectif principal est l'intégration à l'Union européenne : objectif encore lointain, mais que toutes ces mesures doivent permettre d'atteindre.

Bajram Rexhepi a ainsi rappelé que les statuts ont pour principal objectif de donner aux futurs Etats la capacité de fonctionner et de se développer économiquement. Dans cette perspective, la définition des frontières est plus polysémique qu'on ne l'imagine.

Ugo Vlaisavljevic, professeur de philosophie à l'université de Sarajevo, a proposé une analyse de l'évolution politique dans l'ex-Yougoslavie à la lumière de la situation en Bosnie-Herzégovine. Depuis l'effondrement du communisme, il y a en Yougoslavie une continuité d'une politique républicaine et civique (fondée sur l'égalité des citoyens) héritée du « républicanisme » de type communiste qui a prévalu pendant cinquante ans. Dès le début de la période post-communiste, l'accent a été mis sur le fait d'avoir une politique pour les citoyens. Mais il y avait une lacune dans cette interprétation de la « politique des citoyens ». Car le communisme yougoslave, c'était une politique républicaine *plus* une politique sociale. Pour mener une politique sociale, il faut un État social, qui n'existe pas dans l'ex-Yougoslavie : la démocratie sociale manque de l'outil politique de sa réalisation. Cette lacune de la tradition républicaine a été comblée par la politique ethnique comme stratégie de survie. Il en a donc résulté une « politique des citoyens » avec deux modes : la social-démocratie et le nationalisme.

Mais il se produit aujourd'hui un renversement majeur : les dernières élections en Bosnie-Herzégovine, gagnées par les sociaux-démocrates indépendants en Republika Srpska, qui ne sont pas nationalistes, ont montré qu'il n'existe plus d' « ethnonationalisme » ; tous les partis nationalistes portent le titre de « démocrates » et mènent des « politiques des citoyens ». L'ethnonationalisme s'est métamorphosé en nationalisme civique. En effet, la politique internationale de reconnaissance des républiques sécessionnistes des Balkans a matérialisé le principe d'ethnicité dans des Etats dont les majorités ethniques sont à la tête. On en est venus à un nationalisme qui est comme le sourire sans chat d'*Alice au pays des merveilles*, un nationalisme sans ethnonationalisme car celui-ci s'est traduit dans la réalité de l'Etat.

Ugo Vlaisavljevic en a tiré la conclusion qu'il est aujourd'hui important, d'un point de vue stratégique, de ne pas prendre pour acquis ce nationalisme désormais enraciné dans les institutions, la

politique et les stratégies de la communauté internationale, et d'être du côté des ethnonationalismes minoritaires dans la région.

La parole a ensuite été donnée au public, qui a posé quelques questions :

1° Indépendant, le Kosovo donnera-t-il l'autonomie aux Serbes ?

Bajram Rexhepi a répondu que dans les négociations, une proposition politique a été faite à la communauté serbe : un processus de décentralisation, avec l'établissement de municipalités à forte majorité serbe ; d'autres offres ont été faites sur la santé, l'éducation, les finances. Ce qui ne sera pas accordé, c'est l'exterritorialisation des propriétés des églises et l'autonomie territoriale, qui signifierait la partition, l'éclatement du Kosovo.

2° Il a été question des identités nationales, ethniques, mais qu'en est-il des identités politiques ? Car la démocratie ne deviendra une réalité que lorsque les identités politiques deviendront prévalentes.

Bajram Rexhepi a répondu pour ce qui est du Kosovo : les nouveaux partis sont de centre démocratique et certains évoluent vers la social-démocratie. Au moment des élections, tous les partis se rapprochent de la social-démocratie, les chrétiens-démocrates, très proches de l'Eglise catholique, également. Les groupes nationalistes ne rassemblent que 1 à 2 % des voix.

IV. ... Relations avec l'Union européenne

Goran Svilanovic, ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie-Monténégro et directeur de la Table ronde n°1 du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, a souligné que les Balkans représentent un investissement majeur pour l'Union européenne et pour les Etats-Unis, non seulement économique, mais politique. En raison des investissements politiques et économiques réalisés, l'éclatement de la Bosnie représenterait une énorme défaite pour Bruxelles, et certainement la plus grande victoire de Milosevic.

Goran Svilanovic a donné un certain nombre de conseils aux représentants de l'Europe présents dans la salle. Il a recommandé à l'Europe une politique d'intégration et d'engagement vis-à-vis des Balkans. L'Europe doit faire en sorte que les Balkans soient entièrement occupés à l'intégration, elle doit leur donner des délais afin de permettre de mesurer les progrès. Il estime que si cette perspective européenne est retirée, tous les progrès réalisés s'effondreront. La Commission des Nations-Unies pour la Bosnie-Herzégovine estime que celle-ci n'est pas un Etat contesté. En réalité, en Bosnie, deux habitants sur trois détestent leur Etat. Il va se trouver – il se trouve déjà – des gens pour revendiquer l'indépendance de la Republika Srpska : à cela, il n'y a rien à répondre ; seule l'Europe peut fournir un argumentaire contre ce genre d'idées et contre le risque d'éclatement, et elle doit le faire. Il faut être tout à fait conscients que le risque d'éclatement est réel, et qu'il serait la défaite des valeurs européennes. En conséquence, il faut résoudre le problème des statuts, rapidement, de manière compréhensible et stricte, et en s'en tenant à ce qui a été dit. Actuellement, on ne sait pas qui est réellement au pouvoir, on ne sait pas combien de temps un pouvoir va durer, on ne sait pas si un Etat ne va pas disparaître du jour au lendemain. Il faut donc absolument accélérer le processus de définition des statuts et donner la perspective d'un partenariat dans les dix ou quinze prochaines années, dire aux Balkans : « On négocie avec vous et dans dix ans, vous serez nos partenaires, vous serez à nos côtés ».

Goran Svilanovic a pointé le problème du *leadership* : qui va impulser cette politique, qui va en prendre la responsabilité ? Ce problème se pose dans l'Union depuis ses débuts ; aujourd'hui, elle est confrontée à l'émergence d'une Russie totalement différente de la Russie du début des années 2000. Les

Balkans se trouvent face à la Russie et à la Confédération des Etats de Russie, et face à une Union européenne sans leader. Actuellement c'est vers l'Allemagne qu'ils se tournent, qui devrait, comme elle l'avait inscrit à son programme, les aider à signer un accord de libre échange et les rassembler dans la négociation. La présidence allemande devrait jouer un rôle clé l'année prochaine ; mais pour l'instant, son ministre des Affaires étrangères ne parle que du Moyen-Orient ! Javier Solana, de même, estime qu'il suffit d'attendre, des changements positifs étant en cours dans les Balkans, que des partis sans rapport avec la guerre émergent des élections et que des gouvernements démocratiques se mettront en place. Si l'Allemagne adopte cette même position, personne ne travaillera avec les Balkans.

Les arguments développés par l'Union contre l'intégration des Balkans sont ceux de la sécurité et de l'emploi. Pour ce qui est de la sécurité : tous les criminels impliqués dans l'assassinat de Djindjic ont des visas de Schengen ; l'argument n'est pas recevable. Quant à l'emploi, les Européens aussi bien que les populations des Balkans sont affectés par la mondialisation, ils sont confrontés aux mêmes problèmes. Mais on ne les résoudra pas en procédant comme on le fait, en limitant l'accès à la main-d'oeuvre en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie – sans parler des Balkans.

Les Balkans attendent de l'Europe qu'elle gère le problème des statuts d'une manière déterminée et qu'elle offre ses moyens d'encouragement dans la mesure du possible. Mais Goran Svilanovic a affirmé qu'il faut aussi rediscuter de l'Europe : qu'est-ce que l'Europe est et sera ? Et il a rappelé qu'il faut le faire sans démagogie, car l'idée d'une grande Europe unie est plus importante que le nombre de votants.

Jacques Rupnik, quant à lui, a observé que l'intégration des Balkans à l'Europe est sur les rails (les Balkans sont aujourd'hui traités par la Commission européenne « élargissement » et non plus celle de la « politique de voisinage »). Il a estimé que ce qui menace plutôt les Balkans aujourd'hui, c'est la marginalisation : les conflits sont ailleurs, au Proche-Orient par exemple, les Etats-Unis ont d'autres priorités. Il a fait plusieurs constats :

1° Les Balkans sont le lieu de l'échec de la politique étrangère et de sécurité commune, mais ils sont aussi le lieu où elle peut se réinventer.

2° L'Union européenne a une politique double et contradictoire : elle met en avant son propre modèle, la coopération régionale, mais la politique d'élargissement est basée sur des accords individuels, des négociations pays par pays. Elle rassemble ce qu'elle divise et on peut s'interroger sur la cohérence d'une telle politique.

3° Il y a un changement total de paradigme dans les négociations entre l'Union européenne et les Balkans : habituellement elle traite avec des Etats constitués; dans le cas des Balkans, elle est impliquée dans la construction même des Etats, donc dans la mise en place de ses interlocuteurs. Or l'Europe n'est pas conçue pour cela, elle est supposée *relativiser* l'importance de l'Etat-nation. Cela signifie que la question des statuts, des constitutions, est étroitement liée à l'intégration européenne. Dans cette mesure, il faut repenser le mode d'élargissement de l'Union.

En définitive, il s'agit de repenser le rapport de l'Europe avec cette région, afin de fournir un toit européen pour la solution des conflits en ex-Yougoslavie.

Lors du débat, Srdjan Dvornik a rappelé que l'utilité même d'entrer dans l'Union européenne doit être interrogée : y a-t-il un effet civilisateur du *membership* européen ? il est permis d'en douter lorsque l'on considère des pays comme la Grèce, la Pologne, la Slovaquie ou l'Autriche. Et l'Europe continuera-t-elle d'avoir cet effet civilisateur ? Jacques Rupnik a répondu que l'Union européenne peut et doit *contenir* les problèmes, même s'ils ne sont pas réglés.

Conclusions provisoires

Ghislaine Glasson Deschaumes a souligné en conclusion de la journée à quel point le facteur du temps, du rythme et de la variation dans les perspectives (court terme, long terme) est central pour chacune des questions traitées. Ainsi, il y a urgence quand il faut finalement opter pour tel ou tel statut, lorsqu'il faut juger les criminels, lorsqu'il faut structurer un Etat et consolider la gouvernance, lorsqu'il faut trouver une solution pour les personnes réfugiées et déplacées. Mais, il est urgent tout aussi urgent de prendre le temps de la négociation et d'un parcours démocratique pour parvenir à une solution acceptable par tous; la réconciliation est un processus long, à mener avec patience et doigté, et il faut respecter le temps que prennent les blessures à cicatriser; il faut aussi laisser le temps aux « traductions » de se faire, aux populations de s'approprier les termes des débats et des enjeux. Et il est important de réfléchir à la manière dont les acteurs régionaux, locaux ou internationaux instrumentalisent et monnaient ce facteur temps.

La journée a en outre montré à quel point les relations sociales, transfrontalières et intercommunautaires étaient étroitement dépendantes des frontières, de leurs réalités et de leurs représentations. A cet égard, la question de la conséquence des élargissements successifs de l'UE, notamment avec l'entrée de la Slovaquie, de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'UE, doit être posée très précisément, avec notamment l'impact des politiques des frontières actuelles sur les liens transfrontaliers et sur la représentation que l'on a des autres et des marges.

Bien des questions restent ouvertes, qui engagent les institutions européennes tout comme chacun des pays membres de l'UE et comme les pays de la région. Comment créer de l'horizontalité dans des pays qui restent marqués par l'organisation verticale du pouvoir et par des traditions patriarcales tenaces ? Comment inscrire la société civile tout comme les élus des parlements nationaux dans l'horizon de la gouvernance et du projet politique ? Comment mieux faire le lien entre les artistes, les intellectuels et la sphère publique ? Comment construire du stable sur de l'instable, la stabilité des relations intercommunautaires sur l'instabilité des statuts, des configurations, des populations, etc?

Tim Cartwright a insisté sur l'idée qu'il faut donner des priorités à l'Union européenne ; l'Union étant la seule politique véritablement partagée, il faut être clairs, rapidement, quant à ses objectifs.

Catherine Lalumière a posé une série de questions.

1° Sur les objectifs : il faut avoir des buts clairs quant à ce que l'on cherche avec les Balkans. La paix est à peu près acquise ; la réconciliation dans une société multiethnique n'est pas à l'ordre du jour et cède le pas à une cohabitation plus ou moins pacifique ; quant à l'entrée dans l'Union européenne, est-elle un but ou un moyen ? Comment faire entrer les pays des Balkans, avec leur difficulté de vivre ensemble, dans une Europe elle-même traversée par la xénophobie, à l'homogénéité déjà fragile, et traversée par des forces à la fois centripètes et centrifuges ?

2° Que faire pour améliorer la situation dans les Balkans ? Le rôle de la communauté internationale et de l'Union européenne est très important, mais ce n'est pas suffisant : il faut des mesures très pratiques, un travail au niveau des individus, des collectivités locales, de la société civile. L'éducation a un rôle crucial à jouer : celle des enfants, mais aussi celle des hommes politiques : on ne naît pas démocrate, on le devient. C'est un travail en profondeur sur la vérité, sur l'histoire partagée, qui doit être mené.

3° Sur le rôle de l'Europe : le Conseil de l'Europe et l'Union européenne ont dans les Balkans une responsabilité difficile : les aider à construire leurs Etats, à abandonner la vision ethnique, à se démocratiser.

Nov-déc 2006,
Hélène Bouchardeau et

Rappel de l'argumentaire et du programme

Argumentaire

Depuis bientôt trois ans, on entend fréquemment dire, particulièrement en France, que les problèmes des Balkans sont « réglés » et qu'il n'y a plus matière à s'y investir, l'essentiel, à savoir l'absence de conflits et la fin des processus de purification ethnique semblant être acquis. Certes, des signes d'espoir sont apparus au cours de ces dernières années. Certains vecteurs de la démocratie fonctionnent mieux, comme les élections. Le travail du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie s'est intensifié. L'Union européenne a déployé des efforts pour reconstruire économiquement la région et offrir aux pays issus de l'ancienne Yougoslavie des perspectives d'association, suivies d'une possible intégration. La vie locale se révèle en outre riche de promesses démocratiques, rarement exploitées, rarement prises en compte.

Pourtant, au cours des trois années qui nous séparent de l'Agenda de Thessalonique¹, le paysage a connu moins d'embellies que prévu. L'Etat de droit est fragile, les modalités du vivre ensemble très précaires. Le travail de mémoire, mettant en lumière les responsabilités dans l'histoire des guerres des années 1990, s'est révélé largement bloqué. Le retour des personnes déplacées, en dépit des progrès réalisés, reste une gageure dans toute la région. Le statut des réfugiés et leur inclusion dans les sociétés d'accueil reste problématique. Le cloisonnement communautaire dans les municipalités mixtes demeure souvent un obstacle, et les fragmentations dans l'espace social n'ont cessé de se creuser, compromettant certains acquis des organisations de la société civile en la matière. Le processus de partition s'est poursuivi, avec la séparation entre le Monténégro et la Serbie, et n'est peut-être pas achevé. Cette nouvelle donne, la négociation du statut du Kosovo et le projet d'une nouvelle constitution en Bosnie-Herzégovine posent enfin avec insistance la question des conditions institutionnelles du vivre ensemble.

Par ailleurs, il importe de souligner que la perception des Balkans comme une identité régionale marquée par la fatalité des conflits, le poids des mémoires et la logique complexe des populations mosaïques s'est progressivement effacée, entraînant avec elle la croyance en une réalité intangible. L'Union européenne lui a progressivement substitué une partition symbolique entre les pays des Balkans susceptibles d'entrer rapidement dans l'Union européenne (Bulgarie, Roumanie, et même Croatie et Macédoine) et ceux paraissant encore bien éloignés de cet horizon (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo – sous mandat international –, Serbie, Monténégro. L'usage même du terme « Europe du Sud-Est », qui, pendant dix ans, fut utilisé pour échapper à l'effet fictionnel des Balkans, est tombé en désuétude.

Le mythe des Balkans paraît ainsi provisoirement dispersé au profit d'une entrée en ordre séparé dans l'Union européenne, démarche présentée par beaucoup comme la seule solution possible pour dépasser les tensions nationales, parachever ce que l'on appelle les processus de transition et favoriser la recréation de liens à travers les frontières. Cette « digestion » du corps mythique des Balkans longtemps considéré comme extérieur à l'Europe (celle de la raison) constitue-t-elle une promesse de paix ? Comment « interioriser » les Balkans en les intégrant ? La question est moins facétieuse qu'elle y paraît...

Au-delà du nécessaire état des lieux de la région, qui amène à s'interroger sur les institutions, les dynamiques sociales, les politiques mises en œuvre, les imaginaires et les modes de représentation, ce colloque vise trois objectifs. Il entend d'une part interroger le discours et la politique européenne dans la région et proposer une analyse de son impact réel sur les processus de démocratisation, et il entend d'autre part dégager des pistes de travail pour le futur. Il entend enfin resserrer des liens largement distendus entre intellectuels, artistes, responsables politiques ou associatifs de la région et leurs collègues en France autour de certaines priorités.

¹ Sommet de Thessalonique du 21 juin 2003

Programme

9h00-9h30

Bienvenues et introductions de

Catherine Lalumière, présidente de la Maison de l'Europe de Paris

Jean-Louis Laurens, directeur général des Affaires Politiques, Conseil de l'Europe

Yves Gazzo, Chef de la Représentation en France de la Commission européenne

Jacques Rupnik, Directeur de recherches CERI-Sciences Po, professeur à l'IEP Paris

Ghislaine Glasson Deschaumes, directrice du programme « Culture et Politique » et de la revue *Transeuropéennes*

9h30-11h00

Réalités économiques, réalités du retour

Daniel Giuglaris, Directeur du Centre de l'Agence européenne pour la Reconstruction à Belgrade

Guido Ambroso Chef du bureau pour l'Europe du Sud-Est, Bureau pour l'Europe, Haut Conseil des Nations Unies pour les Réfugiés, Genève

Srdjan Dvornik, directeur exécutif, Croatian Helsinki Committee, Zagreb

Oliver Ivanovic, membre du parlement du Kosovo, Liste serbe, Prishtina,

Zoran Popovic, journaliste à la télévision de Banja Luka

Modération : Catherine Lalumière

11h15-13h00

Organisations collectives de la mémoire

Aleksandra Bubevska, journaliste, Skopje

Drinka Gojkovic, directrice, Documentary Centre of Wars 1991-1999 Belgrade

Djurdja Knezevic, Zenska Inforteka, Zagreb

Jasmina Husanovic, enseignante en philosophie à l'université de Tuzla

Petar Milat, Chef de projet, Institut Multimédia, Zagreb

Jeta Xharra, journaliste, directrice du réseau Balkan Investigative Reporting Prishtina

Modération : Sonja Licht

14h30-16h45

Perspectives sur les liens sociaux

Jean-Arnaud Derens, rédacteur-en-chef de *Courrier des Balkans*

Slavica Indzevska, Directrice adjointe, Foundation for an Open Society-Macedonia

Sejla Kameric, artiste plasticienne, Sarajevo

Leonora Kryeziu, Directrice executive, Prishtina Institute for Political Studies, Prishtina

et sur les relations de voisinage

Sonja Licht, Présidente du Belgrade Fund for Political Excellence (Belgrade)

Rastko Mocnik, sociologue, professeur à l'université de Ljubljana

Svetlana Racanovic, directrice, Nansen Dialog Centre, Podgorica

Modération : Jean-Louis Laurens

17h15-19h30

Politique des statuts, politique des frontières, politique des constitutions

Tim Cartwright, Représentant spécial du Secrétaire général du Conseil de l'Europe en Bosnie-Herzégovine

Rada Ivekovic, philosophe, Collège international de philosophie

Bajram Rexhepi, ancien premier Ministre du Kosovo
Ugo Vlaisavljevic, philosophe, université de Sarajevo

Relations avec l'Union européenne

Goran Svilanovic, ancien Ministre des Affaires étrangères de Serbie-
Monténégro

Jacques Rupnik, Directeur de recherches CERI- Sciences Po, professeur à l'IEP
Paris

Modération : Ghislaine Glasson Deschaumes

19h30-20h00

Conclusions en formes de questions